

**Pouvoir adjudicateur** : UGECAM PACA CORSE  
Siège : 42 Boulevard de la Gaye 13009 Marseille

**Service Marchés publics** :  
IUR Valmante – BP 83  
42 boulevard de la Gaye  
13275 Marseille cedex 9

## Procédure adaptée\*

---

### *CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)*

---

## **« Foyer d’Accueil Médicalisé Les Châtaigniers de Collobrières - Mise à niveau des installations courants fort et changement du régime de Neutre »**

**Référence : marché n° 2025.19**

\* Etabli en application du Code de la Commande Publique et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

## Sommaire

Sommaire .....	2
1 – Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur .....	6
2 – Une mission de service public .....	7
3 – Les publics accueillis .....	7
Article 1 – Objet du marché – mode de passation – travaux similaires .....	9
1.1 – Objet et procédure .....	9
1.2 – Décomposition du marché en lots .....	9
1.3 – Décomposition du marché en tranches .....	9
1.4 – Travaux similaires .....	9
Article 2 – Pièces constitutives du marché .....	9
2.1 – Pièces particulières .....	10
2.2 – Pièces générales .....	10
2.3 – Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement de créances .....	11
2.3.1 – Pièces à remettre au titulaire .....	11
2.3.2 – Cession ou nantissement de créances .....	11
Article 3 – Durée du marché et modalités de reconduction .....	12
3.1 – Délais d'exécution des travaux .....	12
3.2 – Calendrier détaillé d'exécution .....	12
3.2.1 – Calendrier détaillé d'exécution .....	12
3.2.2 – Respect du calendrier d'exécution .....	13
3.2.3 – Suivi du calendrier d'exécution .....	13
3.3 – Prolongation des délais d'exécution .....	13
3.3.1 – Calcul de la prorogation .....	14
3.3.2 – Causes de prorogation .....	14
3.3.3 – Conditions de prorogation .....	15
Article 4 – Intervenants à l'acte de construire .....	15
4.1 – Le pouvoir adjudicateur .....	16
4.2 – Le groupement de la maîtrise d'œuvre .....	16
4.2.1- Contrôle technique .....	16
4.2.2 – Ordonnance de pilotage .....	17

4.3 – Sous-traitance.....	17
4.4 – Entreprises groupées.....	18
Article 5 – Forme du prix et conditions de variation.....	19
5.1 – Forme du prix .....	19
5.2 – Contenu des prix.....	19
5.3 – Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus ou modifiés .....	20
5.4 – Approvisionnement .....	21
Article 6 – Révision et actualisation des prix.....	22
6.1 – Révision des prix .....	22
6.2 – Actualisation .....	22
Article 7 – Répartition des paiements .....	23
7.1 – Dépenses d’investissement et de chantier.....	23
7.2 – Dépenses de gestion des déchets du chantier .....	23
Article 8 – Garanties financières .....	24
Article 9 – Avances .....	24
9.1 – Conditions de versement et de remboursement (+ en cas de sous-traitance).....	25
9.2 – Retenue de garantie .....	25
Article 10 – Facturation.....	26
Article 11 – Délais de paiement .....	26
Article 12 - Préparation, coordination et exécution des travaux.....	27
12.1 – Réunion de chantier, registre de chantier.....	27
12.2 – Direction des travaux.....	28
12.3 - Période de préparation .....	28
12.4 - Organisation du chantier.....	30
12.4.1 – Panneaux de chantier .....	30
12.4.2 – Fermeture de chantier.....	30
12.4.3 – Energies nécessaires au chantier.....	31
12.5 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la conception et à l’exécution des travaux.....	31
12.6 - Plan d’exécution, notes de calcul, études de détail, synthèse.....	32
12.7 - Echange de données informatisées .....	34
12.8 - Horaires de travail .....	34
12.9 - Mesures d’ordre social – application de la réglementation du travail .....	34
12.10 - Sécurité et hygiène des chantiers .....	34
12.10.1 – Sécurité.....	34

12.10.2 – Hygiène .....	37
12.11 - Autres obligations .....	38
12.11.1 – Echantillons .....	38
12.11.2 – Obligation de coopération administrative, juridique et judiciaire .....	38
12.11.3 – Droit d'accès du maître d'ouvrage .....	38
12.11.4 – Démarche environnementale.....	39
Article 13 – Ordres de service .....	39
Article 14 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériels et produits.....	40
14.1 – Provenance des matériaux et produits .....	40
14.2 – Caractéristiques, qualité contrôle et prise en charge des matériels et produits .....	40
14.2.1 – Vérifications et essais des matériaux sur le chantier .....	40
14.2.2 – Vérifications et surveillance des matériaux en amont du chantier.....	40
14.2.3 – Qualité des ouvrages – échantillons et prototypes.....	40
14.2.4 – Essais et vérifications non prévus.....	41
Article 15 – Modifications de l'ouvrage .....	42
15.1 – Typologie des modifications.....	42
15.1.1 – Modifications exigées par le maître d'ouvrage .....	42
15.1.2 – Modifications aux stipulations contractuelles proposées par le titulaire .....	42
15.2 – Procédure de mise en œuvre des modifications.....	42
15.2.1 – Modifications exigées par le maître d'ouvrage .....	42
15.2.2 – Modifications proposées par le titulaire .....	43
15.2.3 – Autres modifications .....	43
15.3 – Limitations aux modifications.....	43
Article 16 – Implantation des ouvrages .....	44
16.1 – Piquetage.....	44
16.2 - Traits de niveaux – Implantation des axes .....	44
Article 17 – Achèvement – contrôle et réception des travaux .....	44
17.1 – Achèvement.....	44
17.2 – Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	45
17.3 – Réception.....	45
17.4 – Repliement des installations de chantier et remise en état.....	46
17.5 - Mises à disposition d'ouvrage ou de parties d'ouvrages .....	46
17.6 - Documents à fournir par l'entreprise.....	46
17.6.1 – Documents à remettre à l'achèvement.....	46
17.6.2 – Documents à remettre à la levée des défauts mineurs .....	47

17.6.3 – Format des documents à remettre .....	47
17.6.4 – Repérage des DOE .....	48
17.7 - Formation et mise au courant du personnel exploitant .....	48
17.8 – Maintenance.....	48
17.9 - Délais de garantie.....	48
Article 18 – Assurances et qualifications.....	49
18.1 – Assurances.....	49
18.2 – Qualifications.....	50
Article 19 – Pénalités.....	50
19.1 – Pénalités de retard .....	50
19.2 – Mise en régie .....	51
19.3 – Montant des pénalités.....	51
19.4 – Autres réflexions et pénalités .....	52
Article 20 – Confidentialité.....	54
Article 21 – Résiliation.....	55
Article 22 – Règlement des litiges .....	57
Article 23 – Dérogations .....	57

---

## Préambule – Présentation de l'organisme

---

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

## 1 – Un groupe régional de 26 établissements et un seul pouvoir adjudicateur

L'UGECAM PACA et CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources. Répartis sur les départements des Alpes de Haute Provence, Hautes-Alpes, Bouches du Rhône, Alpes Maritimes, Var et Vaucluse, les établissements comptent environ 1740 salariés, 2300 usagers et 1556 lits.

Deuxième poste de dépense des établissements après celui de la masse salariale, les achats sont centralisés au siège social, avec trois objectifs principaux; redonner une marge de manœuvre financière aux établissements, garantir la satisfaction des clients internes et la bonne prise en charge des résidents et patients en respectant la réglementation encadrant les marchés publics. La cellule achats-marchés pilote l'ensemble du processus achat pour respecter ces objectifs.

## 2 – Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

## 3 – Les publics accueillis

- ✓ **Enfants et adolescents:** l'UGECAM PACA Corse réunit, autour de l'enfance et de l'adolescence, une expertise à la fois médicale, psychologique, éducative et sociale ;

⇒ Troubles du comportement : les enfants souffrent de troubles du développement, du comportement ou de déficiences intellectuelles diverses comme le trouble du spectre autistique. Ils ont donc besoin de prises en charges spécifiques.

⇒ Polyhandicaps : les enfants et adolescents présentent une déficience mentale et motrice sévère qui limitent leur autonomie dans la vie quotidienne.

- ✓ **Adultes**

Les établissements de l'UGECAM PACA-Corse accueillent des adultes, sans distinction d'âge ou de sexe et nécessitant des soins de rééducation et/ou de réadaptation, de formation avant leur retour dans leur lieu de vie habituel ou / professionnel.

- ✓ **Personnes âgées dépendantes**

Le Centre Médical Le Cousson (Digne) propose une Unité Cognitivo-Comportementale dont l'objectif est d'accueillir les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de pathologies approchantes.

La mission première de cette unité qui couvre les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes, est d'effectuer une rééducation cognitive afin de stabiliser voire réduire les troubles du comportement après une crise.

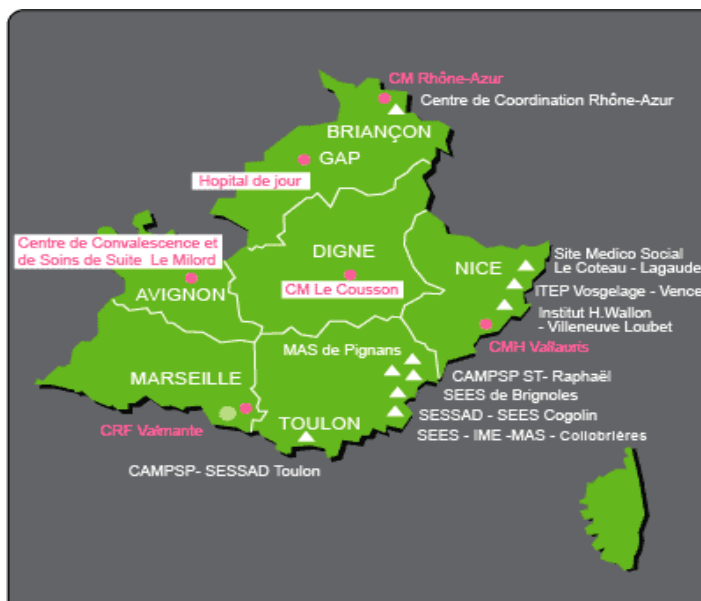
Grâce à un programme individualisé, l'équipe pluridisciplinaire propose une prise en charge adaptée et évalue la faisabilité des différentes solutions envisagées après la sortie.

✓ **Personnes handicapées en reconversion professionnelle**

L'UGECAM PACA Corse est un acteur reconnu du reclassement social et professionnel des travailleurs handicapés à la recherche d'un emploi ou en reconversion professionnelle.

Les établissements sur Briançon et la Gaude, connus et reconnus, accueillent des demandeurs d'emploi handicapés jeunes et adultes, afin de leur offrir des solutions aux problématiques d'orientation, de formation, d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Voici une présentation de l'implantation géographique des Etablissements :





## Article 1 – Objet du marché – mode de passation – travaux similaires

### 1.1 – Objet et procédure

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations désignées sous l'appellation : Marché n°2025.19

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8 du Code de la Commande Publique.

La consultation est passée selon les dispositions relatives à l'accord cadre mono attributaire, régi par les articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

La description des fournitures et/ou prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### 1.2 – Décomposition du marché en lots

Le marché est un marché unique.

### 1.3 – Décomposition du marché en tranches

Le marché ne fait pas l'objet de tranches.

### 1.4 – Travaux similaires

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R 2122-7 du code de la commande publique sous réserve toutefois cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit article.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

## 2.1 – Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, les pièces particulières sont fournies dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et les annexes financières (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- L'offre technique du prestataire (cadre de mémoire technique)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Par dérogation à l'article 4.1 des CCAG FCS 2021, sont aussi fournies les pièces suivantes :

- Le catalogue public du titulaire, catalogue applicable à l'ensemble de sa clientèle
- Les bons de commande
- Les PV de réunions

**Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'administration font foi.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

**Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.**

## 2.2 – Pièces générales

-Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021.

-le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;

-l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

-l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015

-le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

-les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

## 2.3 – Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement de créances

### 2.3.1 – Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché comprend les pièces :

- Acte d'engagement,
- Le bordereau des prix unitaires ou la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire

### 2.3.2 – Cession ou nantissement de créances

#### Conditions :

En cas de cession ou de nantissement, le maître de l'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

#### Notification :

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

#### Sous-traitance :

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au maître de l'ouvrage l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le maître de l'ouvrage procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

## Article 3 – Durée du marché et modalités de reconduction

### 3.1 – Délais d'exécution des travaux

La durée prévisionnelle du marché est de 17 mois à compter de sa notification (1 mois pour la phase préparatoire comprenant la validation des matériaux et validation des fiches produit et VISA, 4 mois de travaux sur 2025, 1 an de parfait achèvement).

Le marché n'est pas reconductible.

La date prévisionnelle du début des prestations est le 16/02/2026

### 3.2 – Calendrier détaillé d'exécution

#### 3.2.1 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution par tâche est élaboré par le titulaire, pendant la période de préparation. Ce calendrier qui aura comme unité de temps, la semaine, distingue les différents ouvrages dont la réalisation fait l'objet des travaux et sera décomposé par zone et par niveau. Il indiquera, en outre:

- Les dates de production des plans d'exécution des ouvrages (PEO), notes de calcul, et documents à fournir, qui seront listés par ailleurs, les délais de coordination des études d'exécution et les dates de réunion de cette coordination (cellule de synthèse),
- La date de fourniture des documents, le circuit d'examen et les dates de visa par le maître d'œuvre, le contrôleur technique et le CSPS de manière à obtenir un visa compatible avec l'organisation et l'approvisionnement du chantier,
- Les dates de libérations successives des zones d'intervention ainsi que les dates de mise à disposition provisoire de certaines salles notamment pour la mise en place des équipements informatiques. Après élaboration par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'examen et à l'approbation du maître d'œuvre avant l'expiration de la période de préparation, puis notifié au titulaire par ordre de service.

Cette pièce deviendra alors pièce contractuelle.

### 3.2.2 – Respect du calendrier d'exécution

En cours de travaux, l'entrepreneur ne pourra demander aucune modification qui entraînerait des retards sur les dates de réception. Au cas où des modifications de projet décidées par le maître d'ouvrage seraient de nature à modifier les calendriers, il appartiendra à l'entrepreneur :

- De démontrer l'incidence de la modification sur les calendriers,
- De proposer des solutions de rattrapage.

Le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre étudiera, en concertation avec l'entrepreneur, les mises au point à apporter aux calendriers contractuels.

En cas de retard imputable au titulaire, le maître d'œuvre en liaison avec le maître d'ouvrage lui prescrira de définir dans les 6 (six) jours, les moyens à mettre en œuvre pour résorber le retard sur la base d'un calendrier de rattrapage à fournir par le titulaire.

Des pénalités provisoires ci-après lui seront automatiquement appliquées jusqu'à la résorption dudit retard. Si le retard n'est pas imputable au titulaire, le maître d'œuvre lui notifiera de mettre à jour les documents suivants : planning des travaux et approvisionnements et calendrier des études particulières d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, dès qu'il en a connaissance, tout motif de retard prévisible dans le déroulement de ses travaux, tous travaux modificatifs ou jugés comme tels par lui ainsi que tout événement susceptible d'affecter le bon déroulement de l'opération afin de permettre la mise en œuvre des mesures de rattrapage nécessaires.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service.

### 3.2.3 – Suivi du calendrier d'exécution

Un contrôle systématique du respect du calendrier sera effectué par le maître d'œuvre chaque semaine avec copie au maître d'ouvrage.

Pour ce faire, l'entreprise remettra à une échéance fixe, déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle seront portés pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retard constatés,
- Les motifs des retards,
- Les prévisions de rattrapage,
- Les journées d'intempéries

## 3.3 – Prolongation des délais d'exécution

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant (article 18.2.1 du CCAG Travaux).

Le délai d'achèvement ne pourra être prorogé qu'à la suite de la survenance d'une des causes de prorogation limitativement prévue ci-après, à condition que cette cause de prorogation soit imprévisible, irrésistible et extérieure, et rende impossible la poursuite du chantier.

### 3.3.1 – Calcul de la prorogation

Le délai d'achèvement sera prolongé du nombre de jours pendant lesquels aura sévi une des causes de prorogation mentionnées ci-dessous.

### 3.3.2 – Causes de prorogation

#### Intempéries :

Les journées d'intempéries ayant fait l'objet d'une déclaration officielle et entraînant donc un arrêt de travail effectif. Cette prolongation est régularisée par ordre de service. Pour l'appréciation de la durée du marché, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrables sur la période des Travaux.

Les journées d'intempérie sont prises en compte, pour autant: (i) que l'un au moins des phénomènes naturels ci-après ait dépassé l'intensité limite indiquée ci-dessous ; (ii) qu'il soit justifié par les relevés de la station météorologique la plus proche ; et (iii) que ces relevés aient été transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre dans un délai de 8 (huit) jours à compter de leur publication :

- Pluie : sont décomptées les précipitations engendrant une hauteur de pluie de plus de 60 mm en 24 heures, entre 6 heures et 18 heures pour les travaux extérieurs et de bâtiment avant mise hors d'eau
- Neige : sont décomptées les jours constatant une épaisseur de neige sup. à 5 cm, entre 6h et 18h pour les travaux extérieurs et de bâtiment avant mise hors d'eau;
- Vent : sont décomptés des coups de vent supérieurs à 70 km/h, en continu entre 6h et 18h pour les travaux en élévation ou nécessitant des moyens de levage.
- Gel : sont décomptés les jours où la température est égale ou inférieure à -5°C pendant 24h pour les travaux extérieurs et intérieurs

#### Cas de Force Majeure :

Un des cas de force majeure suivants :

- ✓ L'incendie ou l'explosion ayant une origine extérieure au chantier,
- ✓ La foudre,
- ✓ Les cyclones, inondations, tremblements de terre ou tous autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,
- ✓ La chute d'aéronefs,
- ✓ Une rupture nationale d'approvisionnement en énergie,
- ✓ Les faits de guerre étrangère sur le territoire, les faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage,
- ✓ Les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, d'irradiations provenant de la transmission de noyaux d'atome ou de radioactivité.

Il est expressément convenu entre les parties qu'en aucun cas la découverte d'un défaut de structure, d'une pollution ou d'une contamination quelconque du site lors des travaux et qui n'aurait pas été révélée au cours des études mais dont le traitement serait rendu nécessaire par la réglementation en vigueur, ni l'état des existants, ni les autres chantiers du maître d'ouvrage, ne constituera un événement de force majeure, l'entreprise ayant préalablement aux présentes fait réaliser les recherches qu'elle considérerait nécessaires pour supporter les aléas.

Grève Générale : une grève générale des secteurs d'activité des entreprises intervenant sur le chantier, des services publics ou des transports, à l'exception des grèves spéciales aux entreprises travaillant sur le chantier, étant précisé qu'une telle grève générale ne sera prise en compte que si sa durée est supérieure à 5 (cinq) jours.

Émeute, révolution ou cataclysme : une émeute, révolution, cataclysme de telle ampleur que les travaux ne puissent être poursuivis.

Injonction de suspendre les travaux : une injonction administrative ou judiciaire de suspendre les travaux pour une raison non imputable à l'entreprise ou à ses intervenants pour la réalisation du projet.

Si le titulaire suspecte ou constate la présence de matériaux pollués ou polluants, notamment de l'amiante ou des matériaux contenant du plomb, ce dernier doit suspendre les travaux et alerter sans délai le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Les travaux ne pourront reprendre que sur ordre de service. Dans ce cas, les délais d'exécution sont prolongés en conséquence (article 32.1.c du CCAG Travaux).

### 3.3.3 – Conditions de prorogation

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations annoncés à l'article 44.1 du CCAG Travaux, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG Travaux, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestation, que celle-ci doit soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux (article 44.2 du CCAG Travaux).

Pour donner lieu à une prorogation du délai d'achèvement, les causes de prorogation devront avoir été notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception au maître d'ouvrage dans un délai de 2 (deux) jours à compter de leur survenance la date faisant foi étant la date d'envoi de la notification.

Cette lettre devra indiquer la nature exacte de la cause de prorogation, la date et l'heure de sa survenance et être accompagnée d'une attestation du maître d'œuvre établie par référence à l'article L 5424-8 du Code du travail. Lorsque la cause de prorogation aura cessé, le maître d'ouvrage en sera avisé par l'entreprise dans les mêmes termes et conditions. A défaut d'avoir respecté les obligations ci-dessus visées, les causes de prorogation ne pourront être prises en compte.

## Article 4 – Intervenants à l'acte de construire

Outre le Titulaire du présent marché, les intervenants à l'acte de construire sont les suivants :

## 4.1 – Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur agit en qualité de maître de l'ouvrage ou son mandataire au sens de l'article L2422-6 du Co de la commande publique : UGECAM PACA et CORSE, 42 Boulevard de la Gaye, 13009 Marseille.

## 4.2 – Le groupement de la maîtrise d'œuvre

Fonction	Titulaire	Adresse
Maître d'œuvre	Energis Engineering	
Coordonnateur Sécurité Protection Santé (CSPS)	Bureau Veritas	
Bureau de contrôle	Groupe CADET	241 Rue du Président Robert Schuman 83000 Toulon

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de base au sens de l'article R2431-1 du Code de la commande publique :

- Les études de diagnostic ;
- Les études de projet (PRO/DCE);
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux (ACT);
- Période de préparation et Visa des études d'exécution (VISA)
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### 4.2.1- Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978, sur la responsabilité et l'assurance construction.

Le contrôle technique est confié à : Société CADET - 9 Allée Des Impressionnistes 93420 Villepinte.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

OUI	NON	Code	Désignation de la mission
x		L	Portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
x		S	Portant sur la sécurité des personnes dans les constructions
x		LE	Relative à la solidité des existants



x		PV	Rédaction d'un procès-verbal de contrôle ou de vérification
x		SEI	Élaboration ou vérification du schéma des équipements et installations techniques
x		ENV	Relative à l'environnement
x		VIEL (par bâtiment)	Contrôle initial de la conformité des installations électriques

#### 4.2.2 - Coordination sécurité et protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à l'obligation de l'intégration de la Sécurité et l'organisation de la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil, au sens de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :  
Bureau Veritas

#### 4.2.3 – Ordonnance de pilotage (OPC)

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sont confiés à : Ugecam Paca et Corse

#### 4.3 – Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance sont prises en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Rappel : Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant de l'acheteur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Sous-traitance occulte : Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance. Le marché pourra être résilié à ses frais et risques (articles 49, 3.6.1.4 et 50.3 du CCAG Travaux).

#### 4.4 – Entreprises groupées

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs. En l'absence de désignation d'un remplaçant au mandataire défaillant par les autres membres du groupement dans un délai de 30 jours, le cocontractant dont la part financière des prestations restant à exécuter est la plus importante devient le nouveau mandataire (article 52.7.2 du CCAG Travaux).

## Article 5 – Forme du prix et conditions de variation

### 5.1 – Forme du prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les prestations, y compris environnementales, prévues aux CCTPs et dans les autres documents contractuels ainsi que les dépenses et sujétions résultant de l'exécution des travaux.

Le présent marché est un marché conclu à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont établis en euros hors T.V.A.

### 5.2 – Contenu des prix

De manière non limitative, les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et prennent en compte notamment :

- Du respect du cahier des charges et des frais induits,
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots
- Des dépenses communes de chantier
- Du respect du calendrier prévisionnel d'exécution de travaux,
- De toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché,
- Des contraintes de maintien quels que soient l'organisation et le phasage des travaux pour :
  - o Le fonctionnement de tous les ouvrages en service,
  - o Les accès pour le personnel d'exploitation, d'entretien et de maintenance des ouvrages en service,
  - o Les accès des services de secours
- De toutes les contraintes propres au travail en site urbain (autorisations administratives, indemnités d'occupation ou de location...),
- De toutes les prestations de manutention, transport, stockage intermédiaire des matériaux et fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation,
- Des sujétions imposées par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par les entrepreneurs, le maître d'œuvre, ou un organisme extérieur mandaté par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre,
- De toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la qualité définies dans les pièces du marché (mise en place et fonctionnement des contrôles internes et externes),
- De la réalisation du contrôle de l'implantation des tranchées et équipements,
- Des sujétions dues aux journées d'intempéries prévisibles,
- De la limitation de 8h00 à 17h00 pour la réalisation de travaux susceptibles d'apporter une gêne sonore aux riverains,
- De l'obligation d'assurer le nettoyage et l'entretien permanent des voies publiques aux sorties et alentours du chantier,

- De l'obligation d'assurer le gardiennage permanent du chantier pendant la période où les chambres de vannes resteront ouvertes,
- Des exigences du contrôleur technique et du coordonnateur S.P.S,
- Des raccordements aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre etc.
- Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence.
- S'être entouré de tout renseignement complémentaire nécessaire auprès du maître d'œuvre et auprès de tout service ou autorité compétent

Enfin, sont réputés inclus dans le prix les éventuels aléas et imprévus du chantier, l'entreprise faisant son affaire de toute découverte relative à l'existant (défaut de structure, pollution, contamination du site, nature du sol et du sous-sol,) dont le traitement serait nécessaire et des incidences éventuelles des autres chantiers du maître d'ouvrage.

En résumé, il est expressément entendu que l'entrepreneur n'a droit, sous aucun prétexte et dans aucun cas, à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les ouvrages de toute espèce, attendu que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleurs règles de l'art.

### 5.3 – Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus ou modifiés

Toute modification au marché, qu'il s'agisse de travaux modificatifs, en supplément ou en déduction fera l'objet d'un ordre de service établi par le maître d'œuvre et validé par le maître d'ouvrage. Cet ordre de service est envoyé par le maître d'ouvrage.

Aucune modification ne pourra être considérée comme acceptée si elle n'a pas fait l'objet d'un ordre de service, et aucun dédommagement ne pourra être facturé.

Les prix des travaux en plus et en moins du marché sont établis dans les conditions suivantes :

- 1) Pour les travaux ou ouvrages identiques à ceux prévus au détail quantitatif estimatif, formant décomposition du prix global forfaitaire : au moyen des prix unitaires de ce détail, étant rappelé que les quantités des DPGF ne sont pas contractuelles et ne peuvent en aucun cas être utilisées dans ces évaluations
- 2) Pour les travaux ou ouvrages analogues ou de nature comparable à ceux figurant au dit détail : au moyen de prix calculés sur la base de sous détails justifiant les prix unitaires des DPGF et arrêtés à la valeur du mois de référence des prix du marché

- 3) Pour les ouvrages de nature différente de ceux prévus aux DPGF : au moyen des prix en valeur du mois de référence des prix du marché, débattus et convenus entre les parties.

En cas de désaccord sur l'estimation et dans le cas où les travaux correspondant devraient être entrepris sans délai, l'ordre de service sera établi par le maître d'œuvre avec mention d'un prix provisoire et validé par le maître d'ouvrage. Cette disposition ne pourra faire en aucune façon obstacle à l'exécution de l'ordre de service. Cependant, il appartiendra au titulaire de faire connaître ses réserves. Sauf indication expresse de l'ordre de service, les travaux modificatifs seront révisés de la même façon que les travaux du marché initial.

Toute modification de l'ouvrage ou reprise qui serait demandée en raison d'une inexécution ou non-conformité des prestations du marché sera à la charge du titulaire.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire (article 9.1.1 du CCAG Travaux).

## 5.4 – Approvisionnement

Pour application de l'article 10.4 du CCAG Travaux, les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché. Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG Travaux, il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels. Le Maître d'ouvrage acceptera les approvisionnements de fourniture en accord avec le Maître d'œuvre. Avant toute proposition d'approvisionnement, les titulaires des lots en feront explicitement la demande au Maître d'ouvrage en détaillant la nature et les quantités de matériaux approvisionnés et en y affectant les prix unitaires de fournitures notés sur le bordereau. Le lieu de stockage des approvisionnements sera défini ultérieurement avec le Maître d'œuvre. Des acomptes sur approvisionnements sur le lieu de stockage défini à cet usage ou en usine seront accordés aux entrepreneurs. Ils seront portés sur les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Dans le cas où les approvisionnements ne seront pas stockés sur le chantier, l'entrepreneur devra fournir au Maître d'ouvrage, en montant équivalent, une garantie à première demande destinée à garantir la totalité de l'acompte demandé. Si les approvisionnements sont stockés sur le chantier, ceux-ci pourront être, après vérification, payés à 80 % de leur valeur par le Maître de l'ouvrage. En tout état de cause, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de moduler les quantités d'approvisionnements en fonction de l'avancement du chantier (cf. Circulaire n° 77-134 du 19.09.1977). Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du Maître d'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché. Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol, incendie et détérioration, et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements. A défaut, le titulaire s'engage à

Marché n°2025.19 « Foyer d'Accueil Médicalisé Les Châtaigniers de Collobrières - Mise à niveau des installations courants fort et changement du régime de Neutre » Page 21/57

constituer d'approvisionnements équivalents à ses frais et risques. Dès accord du Maître d'œuvre sur la qualité et la quantité des matériaux, la situation d'approvisionnement sera payée à 100 %.

## Article 6 – Révision et actualisation des prix

### 6.1 – Révision des prix

Les Prix sont révisibles en fonction de l'indice BT suivant : BT 47 – électricité

Les index utilisés pour le calcul sont les BT en fonction du corps d'état indiqué au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes disponible à l'adresse suivante :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Telechargement-des-index.html>

Les prix sont révisibles à chaque acompte mensuel.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte du mois  $n$  d'exécution des travaux est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n)/I_0$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois zéro et à la date déterminée dans les conditions suivantes :  $I_{n-3}$ .

La mise en oeuvre de la révision de prix se fera mensuellement à la demande de l'entrepreneur, sinon au décompte final.

### 6.2 – Actualisation

Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois  $m_0$  de remise de l'offre de l'entreprise et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient  $C_i$  d'actualisation, donné par la formule :

$C_i = (I_{m-3}) / I_0$  dans laquelle :

- $I_0$  est l'index BT47 du mois  $m_0$  de remise des offres,
- $(I_{m-3})$  est l'index BT47 du lot du mois antérieur de 3 mois au mois " $m$ " contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Pour la mise en oeuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.4 du CCAG article 10.5 du CCAG Travaux, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

En cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant (article 9.4.3 du CCAG Travaux).

## Article 7 – Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

### 7.1 – Dépenses d'investissement et de chantier

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées incluses dans le prix forfaitaire du marché. Le titulaire est notamment responsable :

- Des charges temporaires de voirie et de police ;
- Des frais d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments.

### 7.2 – Dépenses de gestion des déchets du chantier

Le titulaire assure la gestion complète des déchets issus de ses travaux : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, et remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation.

Pendant la période de préparation, ou au plus tard dans les deux mois suivant la notification du marché, le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets, conformément à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux.

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG Travaux, et après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité sera appliquée selon les modalités définies dans les documents particuliers du marché (article 36.2.3 du CCAG Travaux).

Le titulaire est tenu de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux. Il assure :

- L'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre
- Le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- Le remplacement de tout matériel dérobé ;
- L'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques et devra laisser en place des bennes à la disposition des entreprises selon l'avancement du chantier et la nécessité d'évacuation des déblais.

Les maîtres d'œuvre pourront exiger à tout moment un nettoyage du chantier. Le titulaire disposera d'un délai de 6 jours pour s'exécuter. En cas de carence, le maître d'œuvre pourra faire appel à une entreprise spécialisée aux frais du titulaire. Il appartiendra au titulaire de ventiler les frais correspondants aux entreprises qu'ils estimeront concernées.

Il est strictement interdit de jeter des déchets par les fenêtres ou dans les vide-ordures, sauf par l'intermédiaire de goulottes prévues à cet effet.

Avant la réception des travaux, un nettoyage complet des sols, vitrages, appareils sanitaires, appareillage électrique et quincaillerie sera effectué par le titulaire

### 7.3 - Dépenses diverses

Toutes les dépenses liées à l'exploitation du chantier sont à la charge du titulaire. Cela inclut notamment :

- La consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, télécopieur et photocopieur ;
- Le chauffage des locaux ;
- Les frais de remise en état de la voirie et des réseaux détériorés ;
- Les frais éventuels de gardiennage ;
- Le remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque le responsable ne peut être identifié ou est insolvable.

Les fournitures et matériels particulièrement onéreux demeurent, jusqu'à la réception, aux risques exclusifs du titulaire.

Préchauffage : Lorsque l'exécution des travaux nécessite une température minimale ou un degré hygrométrique spécifique, le titulaire devra mettre en œuvre les moyens de préchauffage nécessaires, dans le respect des normes de sécurité. Les frais correspondants sont à sa charge.

## Article 8 – pénalités financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## Article 9 – Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG – Travaux.



## 9.1 – Conditions de versement et de remboursement (+ en cas de sous-traitance)

L'avance est versée si le montant minimum du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles 110 à 113 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle est égale à 5,00% du montant minimum toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois. L'avance sera remboursée par précompte au pro rata de l'avancement du marché, une fois le seuil d'avancement de 65,00% atteint.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué suivant l'option A de l'article 10.1 du CCAG Travaux : « lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191- 10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité. Sauf stipulations contraires dans les documents particuliers du marché, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. »

Cette avance est égale à 5% (sauf dispositions précitées applicables aux PME) du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

## 9.2 – Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles R. 2191- 32 à R. 2191-35 du code de la commande publique. Cette sûreté s'applique sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé (article R2191-36 du code de la commande publique).

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

## Article 10 – Facturation

Tout règlement par l'UGECAM PACA et CORSE est subordonné à la présentation d'un décompte mensuel, dont le cumul correspond au prix indiqué dans l'acte d'engagement, éventuellement modifié par avenant(s).

Le titulaire devra respecter les modalités suivantes de présentation des décomptes mensuels :

Mentions relatives aux parties :

- Le nom complet et l'adresse du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Le numéro SIRET/SIREN du titulaire ;
- Le numéro d'identification à la TVA intracommunautaire du titulaire et du maître d'ouvrage ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro et la date du décompte mensuel.

Mentions relatives aux travaux réalisés : Pour chaque ligne du décompte mensuel :

- La dénomination précise des prestations exécutées ;
- La quantité des prestations exécutées ;
- Le prix unitaire hors taxe,
- Le taux de TVA applicable ou précisions si exonération.

Pour l'ensemble des travaux facturés :

- Le total HT par taux de TVA ;
- Le montant de la TVA par taux d'imposition ;
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escomptes non rattachés à l'ensemble des opérations facturées ;
- La référence en cas d'exonération à la disposition correspondante ;
- La mention indiquant que l'opération est soumise à un régime d'auto liquidation et d'auto-facturation.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux, dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, le mandataire transmet le décompte et joint la répartition des sommes dues entre les membres du groupement.

## Article 11 – Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la réception de la demande de paiement établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage :

- Pour les acomptes dus au Titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le maître de l'ouvrage des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressés par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception. Le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande par le maître de l'ouvrage.
- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

Par dérogation à l'article 53.2 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut pas interrompre les travaux pour retard de paiement.

---

### *Chapitre 3 – Conditions d'exécution du marché*

---

## Article 12 - Préparation, coordination et exécution des travaux

### 12.1 – Réunion de chantier, registre de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant le pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre. Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le maître d'œuvre.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et mention du fait est portée sur le cahier de chantier visé ci-après, et ce, sans préjudice des pénalités citées ci avant.

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant de l'acheteur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Lorsque les documents particuliers du marché le prévoient, le registre de chantier peut prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administrée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet. Les documents particuliers du marché précisent les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de cette plateforme.

Le maître d'ouvrage peut choisir de ne pas imposer la tenue d'un registre de chantier lorsqu'il estime que la taille du chantier ne le justifie pas. Cette dérogation figure alors dans les documents particuliers du marché.

Le titulaire est tenu, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit registre.

Les frais de reproduction et la diffusion des procès-verbaux précités, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au bureau de contrôle, au CSPS, aux services et sociétés concessionnaires sont à la charge du titulaire.

Les incidents de chantier seront consignés sur le registre de chantier, copie étant transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre dès occurrence de l'événement et de son inscription, par toute personne représentant le titulaire présente sur le chantier.

Le maître d'ouvrage participe à des réunions chaque fois qu'il estime utile.

## 12.2 – Direction des travaux

La direction des travaux du présent marché est assurée par le maître d'œuvre, dans le cadre de sa mission.

## 12.3 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de chantier de 30 jours.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation. La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Il est notamment procédé, au cours de cette période, par les soins de l'entrepreneur, aux opérations énoncées ci-après :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et à l'approbation du maître d'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires) conforme au plan de servitudes et d'installation de chantier du dossier marché, ce, sous le contrôle du CSPS.
- Réalisation des constats contradictoires nécessaires.
- Réalisation de la visite préalable, avec le coordonnateur sécurité et protection de la santé.
- Mise à jour des documents administratifs.
- Désignation des représentants qualifiés.
- Transmission des attestations et polices d'assurance
- Transmission des certificats de qualification professionnelle délivrés depuis moins d'un an.
- Demande d'agrément des sociétés sous-traitantes.
- Coordination avec les autres corps d'état.
- Décomposition du devis quantitatif estimatif suivant le calendrier détaillé d'exécution des travaux, pour l'établissement des situations.
- Établissement de l'échéancier financier prévisionnel.
- Organisation et mise en place des installations de chantier. Il est précisé que les travaux d'installation de chantier ne pourront pas commencer avant la validation par le maître d'ouvrage et l'obtention du visa conjoint du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sur ce projet.
- Réalisation du plan d'installation de chantier.
- Suivi des démarches et autorisations administratives
- Établissement avant la fin de la période de préparation du chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), et transmission au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Spécification des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures, avec le coordonnateur en matière d'hygiène et de protection de la santé.
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution par tâches incluant le calendrier des études (pré-études - synthèse - plan de réservations - études d'exécution) ainsi que le calendrier de présentation des échantillons et matériaux. Ce calendrier fera ressortir les tâches critiques. Ce calendrier décomposé par tâches, niveaux, tranches et phases, permettra de mettre en place l'échéancier de paiement. Il devra impérativement indiquer les périodes d'approbation des documents par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.
- Établissement de la liste des documents d'exécution avec la date de production prévisionnelle des premiers documents (note de calcul, schéma de fonctionnement, plans d'exécution, ...).
- Établissement de la liste des échantillons et fiches techniques à proposer à l'agrément du maître d'œuvre, avec date limite pour les choix.
- Établissement de la liste des approvisionnements sujets à un délai de fabrication.
- Transmission de renseignements concernant le calendrier des travaux (liste des interventions, cadence, effectif prévisionnel ...).
- Établissement du calendrier détaillé des travaux accompagné d'une note définissant :
  - ✓ Le phasage des travaux,
  - ✓ Les cadences d'exécution,
  - ✓ La liste du matériel,
  - ✓ L'effectif prévu.
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux

- Établissement du Plan Qualité Environnement
- Chaque mois, y compris après la période de préparation, l'entrepreneur fournira le 25 du mois courant le pointage détaillé de son avancement, des retards éventuels et de leur cause, un programme prévisionnel détaillé des travaux du mois suivant avec effectifs et moyens et mesures prises pour résorber le retard éventuel.
- Chaque mois, y compris après la période de préparation, le titulaire signera la liste de ses sous-traitants déclarés et agréés valant attestation sur l'honneur ainsi que son engagement de non emploi de travailleurs clandestins.

Après avoir visé les documents remis, qui conditionnent le démarrage des travaux, par les entreprises pendant la période de préparation et après avoir été informé par le coordonnateur de l'intégration des PPSPS des entreprises dans le Plan Général de Coordination, le maître d'œuvre vérifie que les obligations édictées à l'article R 238-40 du code du travail sont remplies.

Le maître d'œuvre avise le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie à l'entrepreneur copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux. L'entrepreneur est tenu d'attendre cette notification. L'absence de cette autorisation fait obstacle à l'exécution des travaux.

## 12.4 - Organisation du chantier

### 12.4.1 – Panneaux de chantier

Dès l'ouverture du chantier, le titulaire fournira et répondra aux dispositions réglementaires de la commune et conforme au projet donné par le maître d'œuvre. Toute mise en place de panneaux publicitaires d'entreprises sur les grues, palissades et d'une manière générale sur le site, fera l'objet d'une autorisation du maître d'ouvrage sur demande écrite de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra la pose à ses frais de la signalétique, et des panneaux ou autres dispositifs relatifs à la publicité de l'opération, selon les indications qui lui seront fournis par le maître d'ouvrage. L'entrepreneur en assurera l'éclairage, la maintenance, les déplacements nécessités par les impératifs de chantier et les remises en état éventuelles.

L'article R. 8221-1 du code du travail impose que figurent, sur des panneaux lisibles depuis la voie publique, le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier, dès lors que le chantier concerné a donné lieu à la délivrance d'un permis de construire.

En application de l'article D. 4711-1 du code du travail, l'adresse et le numéro d'appel de l'inspection du travail compétente et le nom de l'inspecteur compétent doivent être affichés dans les locaux normalement accessibles aux salariés travaillant sur le chantier. Ces dispositions s'appliquent également à tous les sous-traitants.

### 12.4.2 – Fermeture de chantier

Dès l'ouverture du chantier, le titulaire fournira et fera poser les fermetures de chantier nécessaires par panneaux démontables de 2,00 m de hauteur, les portes, l'accès pour personnes et camions, le balisage et les parties grillagées, le tout conformément aux lois et règlements en vigueur.

En cas de nécessité, la dépose et la repose des palissades et fermetures en cours de chantier seront à entreprendre par le titulaire du lot N°1 dont la présence de panneaux occasionnera une gêne pour la réalisation du chantier et autres travaux simultanés.

À l'achèvement des travaux tel que prévu par le calendrier prévisionnel, le titulaire procédera à l'enlèvement de ces fermetures, sur la demande de la maîtrise d'œuvre, et procédera à tous les travaux de réfection nécessaires.

#### 12.4.3 – Energies nécessaires au chantier

Les consommations électriques et les consommations d'eau nécessaires au fonctionnement normal du chantier seront fournies par le maître d'ouvrage.

Les branchements électriques et les installations pour l'éclairage nécessaires au bon fonctionnement du chantier ainsi que la maintenance de ces éléments sont à la charge du titulaire.

Les branchements d'eau nécessaires au bon fonctionnement du chantier ainsi que la maintenance de ces installations sont à la charge du titulaire.

#### 12.5 - Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la conception et à l'exécution des travaux

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance du contenu des pièces du marché et avoir obtenu du maître d'œuvre toutes précisions complémentaires au dossier de consultation et notamment tous les documents l'informant sur la nature et la consistance de ses travaux et des travaux des chantiers voisins du maître d'ouvrage, ainsi que toutes les informations relatives à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...). Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des plans et CCTP des autres corps d'état. Par conséquent, il reconnaît avoir inclus dans le prix du présent marché tous travaux concourant à l'achèvement complet et au bon fonctionnement de l'ouvrage, y compris ceux découlant de l'interface avec les ouvrages existants, avec les autres corps d'état et, le cas échéant, avec les chantiers voisins du maître d'ouvrage.

Le titulaire reconnaît également qu'il a été mis à sa disposition des documents ou des informations sous quelque forme que ce soit, concernant le site, et notamment sans que ceci soit limitatif, la situation topologique, hydrologique et l'état du sous-sol.

Il reconnaît que les éléments transmis par le maître d'ouvrage l'ont été à titre d'information et qu'il a pu procéder à ses propres recherches ou tests en toute indépendance avant de signer le marché. Il reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs.

Il reconnaît s'être informé correctement et suffisamment notamment sur les conditions physiques, topologiques, hydrologiques et climatiques, ainsi que sur l'état du sous-sol, l'étendue, la nature et la disponibilité de tous les ouvrages, les matériaux de construction et la main d'œuvre nécessaire pour l'exécution des ouvrages, les moyens d'accès au site et les installations de chantier dont il peut avoir besoin. Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, le cas échéant avec le concours du maître d'œuvre. D'une manière générale, il est

considéré avoir obtenu toutes les informations nécessaires quant aux risques et aléas et toutes autres circonstances susceptibles d'affecter l'exécution des ouvrages ou avoir une incidence sur elle, y compris les coûts et les délais nécessaires à cette exécution.

En conséquence :

- Aucune contestation de l'entreprise ne pourra être admise sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution,
- Le titulaire a arrêté sous sa seule responsabilité et au vu de l'ensemble des informations, analyses et tests nécessaires le montant global et forfaitaire du marché, a accepté le délai d'exécution associé ; en conséquence il fera son affaire des aléas liés au site et à l'existant et ne pourra en tirer argument pour demander une quelconque augmentation du prix et du délai d'achèvement ou encore se décharger d'une quelconque autre obligation lui incombant au titre du marché

## 12.6 - Plan d'exécution, notes de calcul, études de détail, synthèse

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul (et études de détails) correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre (article 29.1 et 29.1.3 du CCAG Travaux). Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard dix (10) jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détails est effectuée suivant les modalités ci-après :

A partir des plans contractuels, définissant les principes constructifs définis au présent marché, le titulaire est tenu de fournir, sous sa responsabilité et à ses frais tous les plans d'exécution et d'atelier (plans, notes de calculs, détails d'exécution). Ces plans seront soumis au visa du maître d'œuvre et à l'avis du bureau de contrôle.

A ce titre, l'entreprise ne pourra élever aucune protestation ou réclamation sur les plans remis par le maître d'œuvre, sauf réserves écrites adressées au maître d'ouvrage lors de la consultation.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix unitaires. Aucun travail supplémentaire, modification de prestation en plus ou en moins, programme modifié ou pas, ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quels qu'en soient le motif et l'étendue, les frais en question étant réputés inclus dans les modifications de la masse des travaux qui en résultent.

Tous les plans et détails complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que les notes de calculs font partie des plans d'atelier et de chantier (P.A.C.) et sont à la charge du titulaire.

Les notes de calcul établies par l'entreprise devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02 appartenant au système normatif du pays.



Toute formule utilisée devra être justifiée soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le maître d'œuvre pourra exiger la fourniture des dites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entreprise devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- La liste des données,
- La liste des résultats,
- Une note expliquant et commentant les résultats.

Tous les plans d'exécution, notes de calcul et fiches d'agrément des matériaux seront soumis à l'avis du contrôleur technique. Les plans d'exécution remis sans leurs notes de calcul seront refusés automatiquement.

Le titulaire transmet au maître d'œuvre et au bureau de contrôle ces documents en autant d'exemplaires que défini par la maîtrise d'œuvre.

Ne seront considérés comme soumis à l'accord du maître d'œuvre et du bureau de contrôle que des dossiers constitués transmis par bordereau ; en particulier tout élément d'étude transmis par télécopie ne sera considéré transmis qu'à titre d'information et non pour approbation.

L'attention de l'entreprise est attirée sur la nécessité de transmettre des dossiers d'exécution complets : dans le cas où les éléments reçus par le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle s'avèreraient insuffisants pour émettre un avis, ceux-ci le notifieront par courrier à l'entreprise dans les 4 (quatre) jours suivants la réception de ces éléments.

Le délai de visa (avec ou sans observation) du maître d'œuvre ne prendra effet qu'à partir de la date de réception d'un dossier constitué suffisant conformément au paragraphe précédent. Ce délai est de 14 (quatorze) jours à compter de cette date de réception. L'entreprise disposera d'un délai de 7 (sept) jours pour effectuer les éventuelles modifications demandées par le maître d'œuvre.

La synthèse des documents graphiques sera assurée par le maître d'œuvre et la coordination entre les intervenants sera réalisée pendant les réunions de chantier. Le titulaire est tenu de participer à la synthèse et, à ce titre, devra fournir au maître d'œuvre les documents nécessaires.

Les frais d'élaboration et de reproduction des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de chaque lot, même si plusieurs circuits de mouvements de plans sont nécessaires.

Aucune modification de prestation ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires.

Les modifications éventuelles prescrites ne diminuent en rien la responsabilité de l'entreprise ; si celle-ci n'a pas présenté ses objections écrites, elle demeure donc entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses plans d'exécution et des fiches modificatives.

L'entrepreneur a l'obligation de recueillir en temps utile les visas du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

S'il commandait des fabrications ou réalisait des prestations sans ces visas, il le ferait à ses risques et périls

## 12.7 - Echange de données informatisées

L'entreprise accepte d'ores et déjà d'utiliser tout système d'échange de données informatisées et de gestion des plans que pourrait mettre en place le maître d'ouvrage.

L'entreprise fera son affaire du respect de ce système par ses sous-traitants, sans pouvoir demander une augmentation du prix ou des délais.

## 12.8 - Horaires de travail

Les horaires normaux de travail de l'entreprise sont compris du lundi au vendredi, de 7H30 à 19H00.

Les travaux bruyants, les livraisons importantes et les travaux comportant le plus de nuisances pour le maître d'ouvrage ou les voisins sont interdits :

- Avant 7h et après 22h tous les jours de la semaine
- Avant 8h et après 20h le samedi
- Les dimanches et jours fériés

Le programme des livraisons importantes sera établi en liaison avec le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage attire l'attention de l'entreprise sur le fait, que sur sa demande ou celle des voisins, il pourrait exiger de réduire les nuisances des travaux pendant certaines plages horaires ou journées spécifiques, qui seront ultérieurement notifiées par écrit à l'entreprise. L'entreprise s'engage à respecter ces contraintes horaires sans supplément de prix ni de délai.

## 12.9 - Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

L'entrepreneur est réputé s'être informé auprès des services de l'Inspection du Travail du pays dont dépend le chantier ; il s'engage sur l'honneur à respecter les modalités d'application des textes concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail et maintiendra avec ces services des relations permanentes pour s'enquérir de l'évolution de ces modalités.

La proportion maximale des ouvriers, d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total d'ouvriers de la même catégorie sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

## 12.10 - Sécurité et hygiène des chantiers

### 12.10.1 – Sécurité

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et

de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S est soumis au Maître d'ouvrage.

Les mesures particulières ci-après concernant la santé, la sécurité et l'hygiène doivent être prises par l'entrepreneur :

Locaux pour le personnel : Ils sont dus par le titulaire, selon préconisation du CSPS. Ces locaux peuvent comprendre des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration. Leur entretien est à la charge de l'entreprise.

### Plan particulier de sécurité et protection de la Santé (PPSPS) :

Le PPSPS, remis au maître d'œuvre et au CSPS, indique de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins.
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades.
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail et, notamment, en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Il est communiqué, ainsi que ses mises à jour :

- À la CRAMIF,
- À l'Inspection du Travail,
- À l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics du pays hôte (OPPBTP),

Le chantier étant soumis aux dispositions du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 du pays hôte, le titulaire supportera les dépenses entraînées par l'organisation collective des PPSPS et du CISSCT.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entreprise sous le contrôle des services compétents.

Sauf indications contraires, données par ordre de service du maître d'ouvrage, il est interdit de régaler sur le chantier des débris ou résidus provenant des travaux. Ces détritrus doivent être conduits à la décharge publique.

Rencontre de canalisations diverses : L'entrepreneur prendra des dispositions pour le dévoiement et toutes précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux de toute nature situés à l'intérieur et en dehors de l'emprise de l'ouvrage.

En toutes hypothèses, les ouvrages desservis par ces réseaux devront pouvoir rester en activité et l'entrepreneur prendra à sa charge toutes dispositions nécessaires à cette fin. Il est précisé notamment qu'il devra éventuellement prendre toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations et conduites.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages, notamment les ouvrages d'assainissement, l'obligerait à prendre des mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelque longueur qu'elles puissent s'étendre. Il restera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés aux canalisations ou conduites par ses agents ou par lui-même.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dégagent leur responsabilité dans l'éventualité où des engins non explosés viendraient à être rencontrés au cours des fouilles. Dans ce cas, l'entrepreneur devra prévenir immédiatement les services de police et le maître d'ouvrage de la découverte desdits engins.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du pays hôte du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975 (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier. Le maître d'œuvre pourra prescrire à l'entrepreneur, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais de l'entrepreneur, sans que ce dernier puisse demander une augmentation du prix ou des délais.

L'entreprise assumera les conséquences des troubles et nuisances consécutifs aux travaux et fera son affaire personnelle des dommages matériels et immatériels consécutifs à la mise en œuvre des travaux et au mode opératoire d'intervention tant du matériel que des matériaux utilisés.

Gardiennage et sécurité : A compter de la mise en place du chantier à disposition de l'entreprise, et jusqu'à la réception des travaux, l'entreprise assurera la garde et la sécurité de l'enceinte du chantier et la fermeture du bâtiment et sera seule responsable de toute occupation illicite, vols, dégradations, etc.

Le maître d'ouvrage ne pourra être recherché pour défaut de surveillance du chantier, l'entreprise acceptant par avance tout appel de garantie de ce chef qui pourrait être exercé par le maître d'ouvrage. En conséquence, l'entreprise prendra à sa charge exclusive toutes conséquences préjudiciables tant vis-à-vis du maître d'ouvrage que de tout tiers, y compris celles résultant de sinistres de telle façon que le maître d'ouvrage ne soit aucunement inquiété ni recherché à ce titre. L'entreprise prendra à cet effet, toutes garanties et assurances nécessaires.

Le stockage est sous la seule responsabilité de l'entreprise.

#### 12.10.2 – Hygiène

La circulation sur les voies existantes publiques ou privées sera maintenue propre pendant toute la durée des travaux. Toute intervention entraînant une restriction à celle-ci devra, préalablement, recevoir l'accord du maître d'ouvrage puis des services de voiries intéressés, y compris la mise en œuvre de tous moyens de signalisation et de défense aux frais de l'entreprise.

Le nettoyage des voies publiques sera effectué sur une distance de 400 m dans toutes les directions à partir du chantier. L'entreprise aura l'obligation de conserver les chaussées, allées et trottoirs existants dans un état de propreté satisfaisant. Pour ce faire, elle devra prendre, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les dispositions utiles.

Le titulaire est tenu de nettoyer et d'évacuer les gravois quotidiennement.

En cas de non-respect de cette exigence, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet sous 48 heures, de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure aux frais de l'entreprise défaillante. Il en va de même pour le nettoyage des voiries et réseaux publics ; dans ce cas l'intervention doit être immédiate.

L'entreprise devra :

- Ne pas entraver le fonctionnement des services du maître d'ouvrage pendant les travaux,
- Ne pas encombrer les issues de secours et les circulations pendant les travaux

Le titulaire respectera et protégera les travaux exécutés ainsi que les ouvrages existants (bâtiments, clôtures, voiries, ...). L'entreprise protégera à ses frais, les ouvrages exécutés, réhabilités ou complétés par elle ou ses sous-traitants. Ces frais sont compris dans le prix du marché. Les réparations ou remises en état nécessaires seront exécutées chaque fois que nécessaire.

## 12.11 - Autres obligations

### 12.11.1 – Echantillons

Les échantillons de matériaux et d'appareillage ou les prototypes dont la mise en œuvre est prévue par le CCTP sont stockés dans le local prévu à cet effet. Ils sont soigneusement fixés et plombés pour éviter toute substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du maître d'œuvre. De plus, une liste précise des matériaux et composants proposés par les entreprises et réputés conformes au CCTP et pièces marché, sera fournie à la maîtrise d'œuvre pour avis avant toute présentation.

### 12.11.2 – Obligation de coopération administrative, juridique et judiciaire

De façon générale, l'entreprise s'engage à faire toutes diligences pour coopérer avec les différents intervenants pour permettre :

- ✓ Le suivi et la bonne exécution de l'ensemble des démarches et autorisations administratives nécessaires pour l'achèvement des travaux, notamment au titre des autorisations administratives, de leurs éventuels modificatifs, et de toutes autres autorisations ou certificats nécessaires,
- ✓ Le respect des prescriptions d'urbanisme et de celles émises par l'architecte des bâtiments de France,
- ✓ La préparation et la transmission par le maître d'ouvrage dans les délais légaux des éléments permettant l'établissement des imprimés administratifs et le paiement de toutes taxes dues par le maître d'ouvrage,
- ✓ L'élimination des déchets du chantier, notamment les déchets pollués,
- ✓ La limitation des troubles générés par le chantier, et notamment l'entretien de bonnes relations avec les voisins du chantier et les sociétés concessionnaires. A ce titre, l'entreprise s'engage, notamment, à première demande du maître d'ouvrage, à intervenir volontairement à toute procédure de référé préventif introduite à l'initiative du maître d'ouvrage.

### 12.11.3 – Droit d'accès du maître d'ouvrage

L'entreprise reconnaît expressément que le maître d'ouvrage ou ses représentants et mandataires pourront pénétrer sur le chantier à tout moment pendant ses heures d'ouverture.

En conséquence, l'entreprise assurera la sécurité des représentants ou des mandataires du maître d'ouvrage lors de leur visite sur le chantier et ne pourra interdire ou restreindre leur libre accès à tout ou partie du chantier que pour des motifs impérieux de sécurité dont il devra être dûment justifié.

En aucun cas l'entreprise ne pourra se prévaloir du droit d'accès du maître d'ouvrage pour limiter sa responsabilité notamment au titre de la garde du chantier.

#### 12.11.4 – Démarche environnementale

L'entrepreneur s'engage à se conformer dans l'ensemble des locaux où il exerce son activité aux procédures relatives au respect de l'environnement et devra contribuer à l'effort entrepris en ce sens par le maître d'ouvrage. Dans ce but, il respectera les règles et usages en vigueur concernant la protection de l'environnement.

L'entrepreneur sera responsable de l'évacuation des déchets relatifs à son activité dans des sites appropriés, conformément à la réglementation et en respect de l'environnement. La démarche environnementale est quotidienne. Un Plan Qualité Environnemental est demandé à l'entrepreneur en début de chantier. Ce plan inclut la traçabilité des déchets, la diminution des odeurs et des bruits pendant le chantier et un plan de mesures de la protection de l'environnement incluant notamment la méthodologie de l'entrepreneur dans les locaux du maître d'ouvrage pour la récupération et le recyclage.

### Article 13 – Ordres de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont écrits, datés et numérotés par le maître d'ouvrage. Ils sont adressés en un exemplaire à l'entrepreneur. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous traités sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter des réserves (article 3.8.4 du CCAG Travaux). En cas d'entrepreneurs groupés, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves (article 3.8.5 du CCAG Travaux).

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

Cet accord est notamment requis pour la détermination des prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs (article 13.4 du CCAG Travaux) et la détermination des mesures à prescrire pour permettre de déceler les vices de construction présumés (article 39.1 du CCAG Travaux).

## Article 14 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériels et produits

### 14.1 – Provenance des matériaux et produits

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13, le maître d'œuvre notifiant par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée (article 21.2 du CCAG Travaux).

### 14.2 – Caractéristiques, qualité contrôle et prise en charge des matériels et produits

#### 14.2.1 – Vérifications et essais des matériaux sur le chantier

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par l'entrepreneur et acceptées par le maître d'ouvrage sur avis conforme du maître d'œuvre, aux frais de l'entrepreneur (article 24.4 du CCAG Travaux).

#### 14.2.2 – Vérifications et surveillance des matériaux en amont du chantier

Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités de vérifications ou surveillance (article 24.4 du CCAG Travaux).

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront exécutées par le maître d'œuvre (article 24.4 du CCAG Travaux). En tout état de cause, l'entrepreneur s'engage à ne pas utiliser de fibres de céramique du fait qu'elles sont classées cancérogènes de catégorie 2 par les instances européennes.

#### 14.2.3 – Qualité des ouvrages – échantillons et prototypes

Il appartiendra à l'entrepreneur de présenter, à ses frais et dans les délais fixés au calendrier détaillé d'exécution, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés au CCTP.

Les échantillons témoins conservés dans un local prévu à cet effet ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.



Lorsque le CCTP prévoit des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par l'entrepreneur avec les matériaux de référence prescrits au CCTP appartiendra au maître d'œuvre.

En cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le maître d'œuvre peut prescrire, en accord avec le titulaire, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du titulaire (article 24.6 du CCAG Travaux).

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées sous la responsabilité de l'entrepreneur de telle façon que pour chaque échantillon présenté et compte tenu d'un délai d'examen de deux semaines, aucun retard ne soit entraîné si, comme indiqué à l'alinéa précédent, le matériau de référence devait s'imposer.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés, consignés sur un registre réservé à cet effet.

#### 14.2.4 – Essais et vérifications non prévus

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications de matériaux en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.
- Si ceux-ci mettent en évidence le non-respect des prescriptions du descriptif ou des avis techniques, l'entrepreneur, en plus des remises en état qu'il devra opérer, assurera également les frais d'essais ou de reconnaissance des échantillons.
- Si ces sondages de vérification mettent en évidence la bonne exécution de la prestation mise en œuvre, le Maître d'ouvrage honorera mes dépenses d'expertise.

En complément de l'article 23 du CCAG Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord. Dans le cas où les procédés, produits ou matériaux n'ont pas obtenu l'avis du CSTB, l'entrepreneur doit souscrire une police d'assurance particulière et obtenir l'avis technique favorable du bureau de contrôle et du Maître d'œuvre.

## Article 15 – Modifications de l’ouvrage

### 15.1 – Typologie des modifications

On entend par modification, tout changement dans le contenu du projet, entraînant des prestations en plus ou en moins (études ou travaux) ou des évolutions de la définition des prestations ayant une incidence sur le prix et éventuellement la durée d’exécution.

#### 15.1.1 – Modifications exigées par le maître d’ouvrage

A tout moment de la construction le maître d’ouvrage peut de son propre chef ou sur le conseil du maître d’œuvre exiger des modifications s’inscrivant dans l’objet du marché.

#### 15.1.2 – Modifications aux stipulations contractuelles proposées par le titulaire

L’entreprise peut formuler des propositions de modifications dans le but d’améliorer la qualité de l’ouvrage ou d’optimiser le délai ou le coût de construction, notamment pour répondre à des contraintes particulières. Le maître d’œuvre peut accepter, après accord du maître d’ouvrage, les changements proposés par le titulaire.

Les adaptations du projet que l’entreprise est amenée à apporter au projet de son propre gré et pour une optimisation du chantier et de ses performances, sont autorisées sous réserve d’avoir fourni une information préalable au maître d’ouvrage qui, après avis technique du maître d’œuvre, vérifie que ces adaptations ne présentent aucun inconvénient pour le maître d’ouvrage, notamment en termes de coût, de délai, d’esthétique ou de performance (article 30 du CCAG Travaux).

### 15.2 – Procédure de mise en œuvre des modifications

#### 15.2.1 – Modifications exigées par le maître d’ouvrage

Lorsque le maître d’ouvrage est à l’origine de la proposition de modification, le maître d’œuvre formule dans une fiche modificative une demande de proposition globale de traitement de la modification assortie de documents écrits et graphiques permettant au titulaire de répondre dans un délai prescrit.

Dès réception de la fiche modificative, l’entrepreneur s’engage, sans aucune incidence sur le prix ni sur les délais, à étudier les aspects techniques de la modification envisagée, à estimer le prix et les conséquences éventuelles sur le calendrier détaillé d’exécution de cette modification ou de la non mise en œuvre de celle-ci, et à en faire un rapport écrit au maître d’œuvre avec copie au maître d’ouvrage dans le délai prescrit. Ce rapport doit prendre en compte toutes les incidences portant sur l’ensemble des corps d’état.

A défaut d’accord sur l’un ou l’autre des éléments de la proposition globale, le maître d’ouvrage pourra émettre un ordre de service comportant un prix ou un délai provisoire.

Par dérogation à l’article 13.6 du CCAG Travaux, le titulaire sera alors tenu d’engager les travaux prescrits après avoir pris soin d’émettre les réserves qui lui paraîtront nécessaires sur l’ordre de service reçu dans les 8 (huit) jours de la réception de cet ordre de service.

### 15.2.2 – Modifications proposées par le titulaire

Lorsque la proposition émane du titulaire, elle est transmise au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre, sous la forme d'une offre ferme écrite assortie le cas échéant d'un programme de travaux et d'un échéancier de réalisation précisant les dates d'acceptation des plans et approvisionnement. Après analyse, le maître d'œuvre établit alors, sur la base des pièces transmises par l'entreprise, une fiche modificative.

### 15.2.3 – Autres modifications

Quelle que soit l'origine de la proposition de modification et en cas d'acceptation de la proposition globale, un ordre de service concernant la réalisation de la modification est transmis par le maître d'ouvrage, la date de réception par le titulaire fixant le départ des délais contractuels afférents à la demande.

Dans l'hypothèse où la modification demandée par le maître d'ouvrage conduirait à la suppression de travaux prévus par le marché mais non encore réalisés, le coût des travaux supprimés viendrait en déduction du prix de réalisation de la modification, sur la base de la DPGF, pour autant que cette moins-value n'ait pas été comptabilisée dans le devis. Si en cours de chantier et pour répondre à des circonstances particulières, le titulaire propose une solution globale en termes de faisabilité, de délai et de coût, dès lors que le report de cette solution serait de nature à différer la réception ou l'exécution des tâches clés, il est tenu de requérir par lettre recommandée avec accusé de réception la délivrance d'un ordre de service prescrivant l'exécution des modifications qu'il juge nécessaires et indispensables à la poursuite des travaux et à la solidité de l'ouvrage. En aucun cas le maître d'ouvrage ne pourra être tenu de prendre en charge les modifications réalisées au mépris des règles de procédure prescrites au présent article, ou résultant de toute autre erreur ou omission du titulaire.

Dans le cas d'une ou plusieurs modifications admises par les deux parties contractantes, le prix initial du marché ne pourra être modifié, en plus ou en moins, que par l'établissement d'un avenant et établissement d'un ordre de service. Cet avenant et ordre de service sera établi avec application des prix unitaires précisés dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire de l'entreprise (article 14.3 du C.C.A.G. Travaux et article 13.3 du CCAG Travaux).

## 15.3 – Limitations aux modifications

Le maître d'ouvrage ne peut supprimer ou modifier des prestations du marché pour les confier à un autre entrepreneur, sauf en cas de faute du titulaire.

Le titulaire est tenu d'accepter les modifications dès lors qu'elles ne dépassent pas les limites ci-dessous :

- Augmentation du montant initial des travaux de plus de 15%,
- Diminution du montant initial des travaux de plus de 15%,
- Augmentation du délai global de réalisation de plus de 30%.

En cas de dépassement de l'une de ces limites, le titulaire pourra notifier la résiliation du marché, sans indemnité, par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage définira les travaux qui doivent en tout état de cause être réalisés par le titulaire, ainsi que le délai de leur réalisation. La résiliation ne prendra effet qu'à la levée du dernier défaut mineur relatif aux travaux réalisés par le titulaire, dûment réceptionné.

## Article 16 – Implantation des ouvrages

### 16.1 – Piquetage

Sans objet

### 16.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

### 16.3 – Imputation des piquetages

Sans objet

### 16.4 - Traits de niveaux – Implantation des axes

Ils sont dus par l'entrepreneur.

Le plan général d'implantation des ouvrages est un plan orienté qui précise la position des ouvrages, en planimétrie et en altimétrie, s'il y a lieu, par rapport à des repères fixes. Ce plan est notifié au titulaire, par ordre de service, dans les huit jours suivant la notification du marché, ou, si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre (article 27.1 du CCAG Travaux)

## Article 17 – Achèvement – contrôle et réception des travaux

### 17.1 – Achèvement

Pour l'exécution du marché, par dérogation expresse à l'article R.261-1 du Code de la construction et de l'habitation, on entend par achèvement la réalisation complète en parfait état de fonctionnement et de propreté des ouvrages, y compris les éléments d'infrastructure, les équipements et abords paysagers, bénéficiant des autorisations administratives sans réserves nécessaires à l'utilisation des ouvrages, telles qu'imposées par la législation en vigueur et applicable à la date d'obtention des permis de construire (et se conformant aux prescriptions des autorisations administratives), conformément au marché et notamment aux règles de l'art, aux normes et DTU en vigueur, site nettoyé et dépollué, sauf pour les défauts mineurs (définis ci-dessous), l'entreprise ayant par ailleurs remis au maître d'ouvrage tous les documents prévus à l'article 12.5.1.

Pour l'appréciation de l'achèvement, constituent des défauts mineurs les défauts de faible importance :

- Par rapport aux prévisions du marché ou
- Qui relèveraient des réserves normalement admissibles lors de la mise à disposition de locaux et ouvrages de la nature de ceux des présentes, constituant des immeubles à usage de bureaux et activités de qualité et standing internationaux.

Toutefois, ne seront pas réputés mineurs tous défauts :

- Qui dégraderaient sensiblement l'esthétique, le fonctionnement ou l'utilisation des ouvrages ou
- Qui entraînent une gêne à l'exploitation normale des ouvrages

## 17.2 – Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTP seront assurés aux frais de l'entreprise par l'organisme ou le laboratoire agréé par la maîtrise d'œuvre sur proposition de l'entreprise.

## 17.3 – Réception

La réception a lieu à l'achèvement des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement, date de début des divers délais de garantie et de responsabilité. Le procès-verbal de réception mentionnera la date réelle de fin des travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle ces travaux seront considérés comme achevés, au plus tard 7 (sept) jours avant cette date (article 41.1 du CCAG Travaux).

À l'annonce de la fin des travaux, l'entreprise devra établir une fiche d'autocontrôle contenant la liste des essais et/ou des vérifications auxquelles elle aura procédé. Cette fiche sera remise au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage avant la réception.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule comme suit :

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception (après avoir convoqué le titulaire et invité le maître d'ouvrage à y assister) dans un délai de 10 (dix) jours maximum à compter de la réception de la demande de réception mentionnée ci-dessus.

Le maître d'ouvrage assiste à ces opérations ou y est représenté. Les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- Les épreuves prévues au CCTP et autres tests,
- Le constat des inexécutions des prestations prévues au marché,
- Le constat des imperfections ou malfaçons éventuelles,
- Le repliement des installations sauf stipulations contraires au CCTP,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre qui mentionne en outre la présence ou l'absence des participants dûment convoqués ou invités. Le maître d'œuvre et le titulaire signent le procès-verbal.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre fait connaître dans le délai de 6 (six) jours sa décision de proposer ou non la réception au maître d'ouvrage en motivant sa position et en indiquant la date de réception proposée et les défauts mineurs éventuels, assortie d'un délai de

résolution de ces problèmes. C'est au maître d'ouvrage qu'il appartient de prononcer la réception. Celle-ci est notifiée à l'entrepreneur dans le délai de trente (30) jours suivant la date du procès-verbal.

En l'absence de décision dans le délai indiqué, et sans remarque de la part du maître d'ouvrage, la réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux par le titulaire.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, en cas d'absence de levée des défauts mineurs dans les délais prescrits et au plus tard dans les trente (30) jours à compter de la réception, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les travaux aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

#### 17.4 – Repliement des installations de chantier et remise en état

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En dérogation à l'article 37 du CCAG Travaux, à la fin des travaux, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées.

#### 17.5 - Mises à disposition d'ouvrage ou de parties d'ouvrages

Le fait que le maître d'ouvrage soit contraint de prendre possession d'ouvrages ou de parties d'ouvrages inachevés dans les délais prévus du fait de retards imputables au titulaire ne peut être considéré comme une réception d'office. Aucune action ne pourra être entreprise par le titulaire envers le maître d'ouvrage de ce fait. Par dérogation à l'article 43.2 du CCAG Travaux, la prise de possession éventuelle sera précédée d'une visite des lieux en présence du titulaire. Un état des lieux contradictoire sera établi après convocation du titulaire au moins 8 (huit) jours avant ce constat.

#### 17.6 - Documents à fournir par l'entreprise

##### 17.6.1 – Documents à remettre à l'achèvement

La réception ne peut être prononcée qu'après remise au maître d'œuvre des documents techniques et administratifs nécessaires à la réception des ouvrages, tels que visés ci-dessous :

- 1) Une copie de la Déclaration d'Achèvement des Travaux dûment signée par l'entreprise et le maître d'œuvre,
- 2) Les documents relatifs au fonctionnement, à la garantie et à la maintenance des ouvrages, installations ou éléments d'équipements, tous les cahiers des charges et cahiers de recettes détaillés relatifs aux installations et matériels techniques, pour que le maître d'ouvrage puisse avoir une bonne compréhension de son fonctionnement et de ses caractéristiques,
- 3) Les clefs et badges permettant l'accès aux différentes parties des ouvrages, dûment identifiés et plans de repérage y afférents,
- 4) Les fiches des contrôles et essais effectués pendant les travaux sur le chantier et en usine,
- 5) Les notes de calcul, fiches d'essai et état du réglage des installations techniques,

- 6) L'attestation de qualification professionnelle de l'entreprise ou de chacune des entreprises ayant participé à la réalisation des projets,
- 7) Une notice technique détaillant d'une façon précise la liste des matériaux et appareils mis en œuvre et une comparaison avec la liste des produits de référence,
- 8) Les notices et guides de fonctionnement, de conduite, de maintenance et d'entretien des installations, en langue française,
- 9) Les procès-verbaux de classement au feu ou les attestations de conformité des matériaux et matériels utilisés.

Il existe désormais une obligation pour le titulaire de transmettre tous les Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que des documents nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage), dès qu'il demande la réception des travaux. Ces documents doivent avoir été préalablement validés par le maître d'œuvre (article 40.1 du CCAG Travaux).

#### 17.6.2 – Documents à remettre à la levée des défauts mineurs

La levée des défauts mineurs ne peut intervenir qu'après la remise des documents ci-après :

- 1) Les originaux des polices, ainsi que les copies des attestations de polices de responsabilité décennale et de responsabilité civile des entreprises ayant participé à la réalisation des travaux,
- 2) La liste définitive des entreprises et des différents intervenants à l'acte de construire avec leurs coordonnées complètes (adresses, numéros de téléphone et de télécopie, adresses électroniques),
- 3) L'état des litiges avec l'ensemble des intervenants à la réalisation des travaux,
- 4) Les plans et documents de récolement nécessaires pour l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des ouvrages (DOE),
- 5) Tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) par le CSPS conformément aux dispositions de l'article R.4532-97 du Code du travail.

L'entreprise fournira également :

- Le dernier état des plans d'architecte des travaux sur Autocad dans un délai 8 (huit) jours suivant la demande du maître d'ouvrage,
- Les plans de repérage des locaux contenant de l'amiante, du plomb et des fibres minérales,
- Et tous autres documents demandés par le maître d'ouvrage, au plus tard lors des opérations préalables à la réception

#### 17.6.3 – Format des documents à remettre

L'exigence de transmission en trois exemplaires, dont l'un sur un support en permettant la reproduction, a été supprimée, s'agissant des documents fournis après exécution. Une transmission de manière numérique peut suffire, sauf si l'acheteur a exigé une version papier ou physique numérique dans les clauses de son marché (article 40.1 du CCAG Travaux).

Tous les documents devront être remis en 3 (trois) exemplaires dont 1 (une) copie papier reproductible et 2 (deux) copies électroniques sur CD-Rom ou DVD-Rom.

Tous les documents de la copie papier seront remis au format A4 (les documents d'un format supérieur et notamment les plans seront pliés au format A4). Les documents seront imprimés sur une seule face pour faciliter la reproduction. Chaque classeur possèdera la nomenclature des documents contenus.

La version électronique intégrera une nomenclature électronique au format Excel. Les schémas et les plans de construction seront établis avec le programme AUTOCAD, au format DWG.

Tous les plans seront aux formats normalisés : AO - A1 - A2 - A3 - A4 et respecteront la charte graphique du maître d'ouvrage.

#### 17.6.4 – Repérage des DOE

Le repérage des DOE doit être cohérent avec la codification des documents émis au cours de la construction. Ils doivent porter le cachet : "DOE conforme à l'exécution" la date et le visa du maître d'œuvre.

#### 17.7 - Formation et mise au courant du personnel exploitant

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les formations du personnel en charge de l'exploitation technique de l'ouvrage soient conduites préalablement à la réception de l'ouvrage et poursuivies si nécessaire pendant la période de parfait achèvement.

Il appartient au titulaire d'obtenir de ses fournisseurs et/ou installateurs toutes les garanties nécessaires pour que ces formations et sessions d'informations soient conduites dans les délais requis.

#### 17.8 – Maintenance

Sans objet

#### 17.9 - Délais de garantie

Les délais de garantie courent à compter de la date de réception des travaux.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G Travaux.

En cas de réserves signalées à la réception ou de désordre déclarés dans l'année de garantie de parfait achèvement (cf. CCAG article 44.1 a, b, c, le délai fixé à l'entrepreneur pour la mise en ordre de l'ouvrage et/ou la réparation est de 15 (quinze) jours maximum sauf : acceptation explicite d'un délai plus long par le maître d'ouvrage après avis du Maître d'œuvre. Réserve ou désordre touchant à la sécurité des personnes ou au bon fonctionnement du bâtiment (notamment : production d'ECS/EFS, chauffage, alimentation en électricité, fonctionnement des ascenseurs et monte-charge, ventilation) pour lesquelles le délai est ramené à 48 (quarante-huit) heures sauf acceptation explicite d'un délai plus long par le maître d'ouvrage après avis du Maître d'œuvre.

En dérogation à l'article 42.3 du CCAG Travaux, pour certains équipements non achevés totalement ou ne présentant pas leur fonctionnalité totale et finale à la date de chacune des réceptions partielles, les délais de garantie courront à la date de réception finale.



Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux (article 42.5 du CCAG Travaux).

## Article 18 – Assurances et qualifications

### 18.1 – Assurances

Conformément à l'article 8 des CCAG Travaux, dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, et d'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil (article 8.1.3 du CCAG Travaux). Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché (article 8.1.1 du CCAG Travaux).

L'attestation d'assurance décennale, obligatoirement émise sur du papier à en-tête de la compagnie, devra impérativement être valable à la Date Réglementaire d'Ouverture de Chantier quelles que soient la date d'intervention sur le chantier et la date de création de l'entreprise. Si besoin, une attestation nominative pour le chantier considéré pourra être exigée par l'UGECAM PACA ET CORSE (article 8.1.3 du CCAG Travaux).

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris (article 8.1.2 du CCAG Travaux).

Chaque intervenant devra être dûment assuré pour les travaux réellement effectués (exemple : des travaux de type VRD Privatifs ne peuvent pas être couverts par une police d'assurance VRD Génie Civil mais par une police spécifique aux travaux réalisés).

Pour les constructions en bois ou en ossature bois, le fournisseur ou le poseur devra fournir une attestation émanant d'une compagnie d'assurance, garantissant la bonne tenue du traitement du bois pendant 10 ans.

L'absence de cette attestation impliquera le non-paiement de la 1ère situation de travaux. Il est également précisé que si besoin, à la demande de l'UGECAM PACA ET CORSE :

- En cas d'intervention sur les existants, l'attestation d'assurance de responsabilité décennale des entreprises de Gros Œuvre, Charpente-Couverture, Menuiseries Extérieures et Etanchéité devra comporter les modalités d'assurance en ce qui concerne les existants (montant de la garantie, gestion en capitalisation ou répartition)
- Pour tout chantier supérieur à 1.524.490,00 Euros T.T.C., l'entreprise générale ou les entreprises titulaires des lots Gros Œuvre et Charpente-Couverture devront fournir une attestation originale (ou une copie certifiée conforme par la mairie) avec un montant de garantie correspondant au moins au coût de la construction.
- Dans tous les cas, l'attestation d'une entreprise générale devra spécifier que l'entreprise est garantie pour son activité d'entreprise générale tous corps d'état.

Toute surprime, réclamée par notre assureur Dommages-Ouvrages, pour défaut ou insuffisance d'assurance, sera facturée ou déduite des sommes dues à l'entreprise concernée.

A l'heure actuelle, la surprime est fixée à 1% (hors taxes et contributions) du coût total de construction, par corps d'état non assuré, avec un minimum pour chacun d'eux de 3000 € (hors taxes et contributions).

Si notre assureur dommages - ouvrages l'exige, aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution, ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant.

Dans le courant de la deuxième année suivant le début de chantier, l'entrepreneur devra fournir une nouvelle attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

## 18.2 – Qualifications

Rappel : Chaque intervenant peut justifier par tout moyen de sa qualification professionnelle. Cependant, s'agissant des lots fondations, maçonnerie, béton armé, ossature métallique, charpente (bois ou métal), étanchéité (horizontale, verticale et cuvelage), façades, notre assureur dommages - ouvrages souhaite une qualification Qualibat.

Si, pour les lots cités ci-dessus, les entreprises ne sont pas titulaires de la qualification Qualibat, notre assureur pourra appliquer à l'acheteur une majoration de prime qui est actuellement de 5% par corps d'état concerné. En conséquence, cette majoration sera facturée à tout intervenant ne pouvant pas produire le justificatif demandé par notre assureur.

## Article 19 – Pénalités

Les pénalités sont appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, sur les décomptes mensuels de l'entreprise et assujetties à la TVA. Les pénalités s'appliquent sur le montant hors taxes du marché initial augmenté des avenants. Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont sans préjudice de l'exercice par le maître d'ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation et d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence ou d'indemnisation. Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités sont applicables jusqu'au jour inclus de la notification de la résiliation ou de l'arrêt de l'entreprise.

### 19.1 – Pénalités de retard

Les travaux étant ordonnancés par tâches, dans le but de faire respecter les délais, des pénalités provisoires seront appliquées, en cas de retard constaté sur les dates-jalons figurant au calendrier détaillé d'exécution. Ces pénalités pourront être levées totalement ou partiellement lors du règlement des situations suivantes si le retard a été résorbé; Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, leur montant est fixé à 1/1000<sup>e</sup> du montant H.T. du marché initial augmenté des avenants éventuels, par jour de retard.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché (article 19.2.1 du CCAG Travaux).

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la branche considérée ou du bon de commande (article 19.2.2 du CCAG Travaux).

Au cas où le retard de l'entreprise a occasionné des coûts supplémentaires pour un autre intervenant, la levée partielle des pénalités de retard, pour cette entreprise, ne pourra être appliquée qu'après déduction du montant de ces coûts supplémentaires.

De manière alternative à la retenue provisoire, le retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution peut faire l'objet d'une pénalité forfaitaire dont les modalités d'application sont fixées dans les documents particuliers du marché (article 13.3 du CCAG Travaux).

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard (article 19.2.4 du CCAG Travaux).

## 19.2 – Mise en régie

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage (article 19.2.5 du CCAG Travaux). Outre la pénalité provisoire de retard, si l'entrepreneur compromet l'avancement des travaux par son retard et sur simple constat du maître d'ouvrage, il pourra être mis en demeure d'avoir à prendre toutes dispositions pour achever les travaux concernés dans un délai déterminé.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée, sans préjudice de la faculté pour le maître d'ouvrage de résilier le marché. Les dépenses qui résultent de la régie (y compris l'encadrement) ou du nouveau marché sont à la charge de l'entrepreneur. Elles sont prélevées sur les sommes qui lui sont dues ou à défaut sur les sûretés éventuelles sans préjudice des autres droits pouvant être exercés contre lui (article 52 du CCAG Travaux).

## 19.3 – Montant des pénalités

L'entrepreneur subira en cas de non-respect de ses obligations dans les dates contractuelles ou fixées par écrit ou par Ordre de service, les pénalités journalières suivantes :

Travaux ou prestations concernées	Pénalité par jour de retard calendaire
Fourniture par l'entreprise des documents demandés	50€ HT / jour de retard et / document
Retard dans la remise des documents nécessaires à l'avancement des études (échantillons, prototypes, certificat d'agrément, plans d'exécution...)	15 € HT / jour et / document

Fourniture des devis détaillés corrects et complets au-delà des 15 jours suivant la demande	100 € HT/jour
Retard dans la fourniture du projet de décompte général final ou projet incomplet	250 € HT/ jour
Réalisation des levées d'observation figurant sur les états des lieux de toutes natures dans les 15 jours suivant l'émission des observations	100 € HT/jour
Absence aux réunions de chantier	50 € HT par infraction
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	400 € HT / jour de retard

Ces pénalités relatives aux travaux s'appliquent à tous les délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution. Ces pénalités sur les délais intermédiaires du planning d'exécution sont transformées en pénalités définitives si l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux d'exécution ou n'a pas respecté ou permis de respecter une date jalon ou une date clé.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de réduire ou de supprimer ces pénalités partielles en cours de travaux.

#### 19.4 – Autres réfections et pénalités

L'ensemble de ces pénalités sont applicables sans préjudice de plus amples dommages et intérêts sans qu'il en soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Outre les pénalités en cas de retard évoquées précédemment, les pénalités forfaitaires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération pour les montants suivants :

- Niveau 1 : 150€ HT
- Niveau 2 : 300€ HT
- Niveau 3 : 1500 € HT
- Niveau 4 : 4000 € HT

Motifs d'application de la pénalité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
<b>Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs)</b>	x			
<b>Non-respect des prescriptions du coordinateur SPS, non levée des observations concernant la réglementation générale et la sécurité faite par les organismes officiels, ou coordonnateur SPS ou fourniture de PPSPS</b>		x		
<b>Non-respect de la lutte contre le travail clandestin dans le cadre de la loi</b>		x		

<b>Non-respect d'un engagement pris par l'entreprise en réunion et mentionné au compte rendu de réunion</b>	x			
<b>Manquement aux obligations de nettoyage du chantier, de la voirie, évacuation des gravois, déchets et déblais excédentaires (par jour calendaire et zone non nettoyée)</b>	x			
<b>Défaut d'encadrement sur le chantier (par jour calendaire)</b>	x			
<b>L'entreprise prétend avoir à tort achevé une tâche ou avoir levée une non-conformité</b>		x		
<b>Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection</b>		x		
<b>Manquement aux règles de nettoyage des camions en partance du chantier (camion constaté)</b>		x		
<b>Dépôt de gravois en dehors des bennes</b>		x		
<b>Manquement aux tâches d'entretien et de nettoyage des installations d'intérêt commun</b>		x		
<b>Stockage vestimentaire ou alimentaire en dehors des installations de chantier prévues à cet effet</b>	x			
<b>Non utilisation des équipements sanitaires prévues</b>	x			
<b>Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires</b>		x		
<b>Dégradation des installations communes</b>		x		
<b>Employé surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison</b>	x			
<b>Défaut d'éclairage de chantier</b>	x			
<b>Poste de travail en défaut de conformité des règles de sécurité</b>		x		
<b>Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier</b>		x		
<b>Démontage non autorisé d'une protection collective</b>		x		
<b>Action entraînant un défaut de signalisation du chantier</b>		x		
<b>Perte ou non restitution de badge d'accès</b>	x			

<b>Souillage des végétations à conserver</b>	x			
<b>Dégradation des végétations à conserver leur faisant courir un risque de survie</b>			x	
<b>Travaux bruyants en dehors des heures autorisées</b>			x	
<b>Trouble à la circulation publique autour du chantier</b>		x		
<b>Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier</b>	x			
<b>Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (travaux dus) ou par ses montants (sans rapports avec les prix unitaires)</b>			x	
<b>L'entreprise démontre sa méconnaissance des obligations contractuelles</b>		x		
<b>Publicité non autorisée</b>	x			
<b>Dégradation des installations communes</b>		x		
<b>Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1</b>		x		
<b>Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2</b>			x	
<b>Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 3</b>				x

---

#### *Chapitre 4 – Autres dispositions*

---

### Article 20 – Confidentialité

En signant l'engagement de confidentialité (annexe 1 CCAP) et à la lecture des clauses de protection des données (annexes 2 et 3 CCAP) chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## Article 21 – Résiliation

Outre les cas prévus à l'article 50 du CCAG Travaux : en application de l'article 18 du décret 2005-1742 du 30.12.2005, le présent marché pourra être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure, en cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres, ou en cas de non-respect des nouvelles dispositions des articles L.8222-1 à 3, R.8222-1, D .8222-5 et

D.8222-7 à 8 du code du travail (Anciens articles L.324-14 et R324-4 ou 324-7 du code du travail, dont les modalités d'application ont été modifiées par le décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005).

#### Résiliation du fait du maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché en tout ou en partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, il n'est pas tenu de justifier sa décision. Outre le paiement des travaux exécutés et le remboursement des frais avancés sur justificatif, le titulaire du marché est indemnisé d'un montant forfaitaire correspondant à l'application d'un pourcentage de 5% du solde du marché, exclusif de toute indemnisation complémentaire et qui couvre notamment le manque à gagner de l'entreprise.

La résiliation fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception et sera automatique, de plein droit et sans formalités.

#### Résiliation pour inexécution (aux frais et risques du titulaire) :

Aux termes de l'article 52 des CCAG travaux 2021, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze (15) jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée, aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché peut être décidée. La décision de poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage, précisant l'inexécution visée ainsi que l'intention de résilier le marché.

#### Redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché (article 50.1.2 du CCAG Travaux). Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du code de commerce. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.



## Article 22 – Règlement des litiges

Conformément aux articles R2197-1 à R2197-25 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend. La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

## Article 23 – Dérogations

- Dérogation aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG Travaux dans les articles 2.1. et 2.3 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 53.2 du CCAG Travaux dans l'article 11 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux dans l'article 13 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 21.1 du CCAG Travaux dans l'article 14.1 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 13.6 du CCAG Travaux dans l'article 15.2.1 du présent CCAP
- Dérogation aux articles 14.1, 41.2 et 41.6 du CCAG Travaux dans l'article 17.3 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 43.2 du CCAG Travaux dans l'article 17.5 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 42.3 du CCAG Travaux dans l'article 17.9 du présent CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux dans l'article 19.1 du présent CCAP